

IHSSANE GUENNOUN

Program Officer à l'OCP Policy Center

Merci beaucoup M. Tatsuo. Je vais maintenant passer à l'atelier sur l'Afrique. Nous avons commencé par dresser une liste des principaux enjeux pour le continent africain. Nous en avons identifié trois.

Le premier enjeu est la création d'un plus grand nombre d'opportunités d'emploi pour les jeunes Africains. La population rajeunit de plus en plus et c'est un élément qu'il faut à tout prix prendre en compte, faute de quoi nous devrions en subir les conséquences. Je reviendrai sur ces conséquences plus en détail tout à l'heure. Il y a aussi le problème de la gestion de la souveraineté économique et le besoin d'une meilleure intégration économique aux niveaux régional et continental. Au niveau économique, le principal défi réside dans le morcellement du continent africain. Le commerce interafricain dans son ensemble ne représente en effet qu'une faible part du commerce mondial. Les Etats africains, freinés par certaines barrières, n'échangent pas assez entre eux. Une levée de ces barrières est donc nécessaire pour remédier à cette situation. Nous avons également souligné que le commerce interne se compose majoritairement de produits manufacturiers ou agricoles, tandis qu'à l'extérieur du continent, ce sont principalement des produits industriels ou des ressources naturelles qui sont échangés. Ainsi, les pays africains doivent conjuguer leurs efforts pour accroître leurs échanges commerciaux.

La solution à ce problème serait une meilleure intégration économique régionale, mais celle-ci est bloquée par certaines difficultés. Comme l'a expliqué Monsieur le Premier ministre Zinsou, les coûts de transaction de l'intégration demeurent très élevés en Afrique et compromettent le potentiel commercial des États africains. Ces coûts, les plus élevés au monde, représentent donc un défi majeur.

Récemment, la signature de l'accord de libre-échange continental africain a été saluée et qualifiée de bonne initiative pour répondre au besoin d'une plus grande intégration. Toutefois, certains détails techniques empêchent la bonne mise en œuvre de cet accord. C'est ce qu'a souligné M. Dadush, selon qui cet accord implique de relever trois grands défis. Tout d'abord, la nécessité d'une plus grande inclusion, car à l'heure actuelle, seuls 45 à 46 pays ont signé l'accord. Le Nigéria, par exemple, qui est pourtant l'une des économies les plus importantes du continent, ne fait pas encore partie des signataires. Bien que le pays ait annoncé sa mise en œuvre, elle n'est pas encore effective. Cependant, la politique économique du Nigéria étant complexe, il faut attendre un peu avant de voir ce qui en découlera.

Le deuxième point technique de cet accord, c'est la nécessité de préciser ce qui est entendu par la libéralisation de 90% du commerce. S'agit-il de 90 % du volume des échanges, ce qui serait positif, ou bien de 90 % des lignes tarifaires ? Cette dernière option pourrait être problématique, car les pays pourraient trouver des moyens de contourner l'accord et de passer outre certaines de ses dispositions.

Enfin, l'autre point d'attention de cet accord est la règle d'origine. À l'OMC, nous constatons très souvent que de nombreux accords de libre-échange (ALE) donnent lieu à des abus, liés à un changement d'origine du produit. Ainsi, cette règle d'origine doit être rigoureusement respectée afin que la zone de libre-échange continentale (AFCAFC) ne soit pas invoquée abusivement. Ce sont donc là quelques-uns des défis économiques que le continent doit relever.

Puis, l'ancienne ministre Elisabeth Guigou a exposé la position de l'Europe dans ce contexte. Elle a souligné la nécessité pour l'Europe de repenser son partenariat avec l'Afrique pour parvenir à une relation gagnant-gagnant, basée sur une plus grande collaboration. Elle a également souligné qu'il en va de la responsabilité du continent européen de repenser sa perception de l'Afrique. L'Europe doit contrer le discours populiste en vogue, qui la conduirait à fermer ses frontières à l'Afrique. Si jamais cela arrivait, l'Afrique devrait se mettre en quête de nouveaux partenaires pour répondre à ses besoins en infrastructures. La crainte populiste, si elle venait à dominer le continent Européen, pourrait poser de sérieux problèmes.

La migration, autrement dit le capital de mobilité humaine, est un autre aspect très important abordé au cours de l'atelier. Une courbe de croissance ascendante conduira naturellement à une augmentation de la mobilité humaine. Les gens iront chercher de nouvelles opportunités à l'étranger, et le continent doit être prêt à accueillir tous ceux qui



peuvent contribuer à sa croissance. Nous devons comprendre que les migrants ne doivent pas être perçus comme une menace, mais plutôt comme une opportunité de contribuer à la croissance du continent européen comme du continent africain.

J'aimerais maintenant reprendre l'exemple concret cité par le président-directeur général Mostafa Terrab, à savoir l'implication du Groupe OCP en Afrique, pour illustrer la manière de coopérer des pays africains. Le Groupe OCP est engagé avec plusieurs pays et partenaires africains, et au-delà des sols et des engrais, il travaille avec les populations locales à l'adaptation des produits aux avantages et aux spécificités des sols africains. Cela s'accompagne d'un travail sur le terrain avec notamment la réalisation de nombreuses cartes de fertilité afin de comprendre les spécificités des sols arides et de produire des engrais qui s'adaptent à leurs besoins spécifiques. Ce faisant, ils ont mis en avant plusieurs façons très innovantes de collaborer avec les pays africains selon les ressources naturelles propres à chaque pays. Par exemple, les Marocains apportent leur expérience en matière de phosphates et d'engrais, tandis que d'autres pays viennent avec différents composants qui, associés, offrent des produits adaptables. Voilà un bel exemple où les pays africains choisissent de coopérer entre eux pour répondre à leurs besoins agricoles, plutôt que d'aller chercher des produits à l'extérieur du continent.

Un dernier point concernant l'AFCAFC : le Premier ministre Lionel Zinsou a également souligné le fait qu'au Bénin, 7,5% du PIB provient des taxes sur les exportations. Cela représente une part énorme, qui mine la production locale et l'empêche d'être exportée à l'étranger. C'est un autre problème auquel le continent doit s'attaquer.

Enfin, j'aimerais terminer sur une remarque de l'ancien Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn, qui a rappelé que l'Afrique n'est pas un lieu d'affrontement destiné aux autres puissances. Il faut mettre un terme à cette dichotomie Afrique-Europe, Afrique-Chine ou Afrique-Etats-Unis. L'Afrique est une puissance montante, elle a sa place sur la scène mondiale, et elle devrait être considérée comme un partenaire au même titre que les autres. Elle n'est pas un champ de bataille pour les partenaires étrangers. Je vous remercie.